

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

20 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI SPÉCIALE

**portant coordination de la politique
de l'autorité fédérale, des communautés
et des régions à l'égard
du changement climatique
et fixant ses objectifs globaux à long terme**

(déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

20 september 2019

VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET

**over de coördinatie van het beleid
van de federale overheid, de gemeenschappen
en de gewesten met betrekking tot
de klimaatverandering en het vaststellen
van algemene langetermijndoelstellingen**

(ingediend door de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

La proposition de loi spéciale vise, d'une part, à coordonner les politiques menées par l'État fédéral et les Entités fédérées et, d'autre part, de permettre à la Belgique de respecter ses engagements en matière climatique.

SAMENVATTING

Dit voorstel van bijzondere wet strekt ertoe het beleid van de federale overheid en dat van de deelstaten op elkaar af te stemmen en België in staat te stellen zijn klimaatverbintenissen na te komen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3520/001.

Il est encore temps de sauver le climat. C'est ce que souligne le dernier rapport des experts climatiques de l'ONU. Depuis sa création en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a rédigé plusieurs rapports sur (i) les fondements scientifiques du réchauffement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre, (ii) les effets constatés et prévisibles de l'augmentation des gaz à effet de serre et la diminution de la capacité d'absorption et (iii) les mesures possibles pour éviter le pire. Les rapports successifs sont de plus en plus alarmants. Mais le dernier rapport indique donc qu'il est encore possible de maintenir sous contrôle les conséquences du réchauffement climatique mais que cette possibilité ne cesse de se réduire: plus on met du temps à réduire les gaz à effet de serre, plus la tâche deviendra difficile.

Les experts scientifiques pointent l'urgence de mettre en œuvre des solutions radicales et d'une ampleur sans précédent pour limiter à 1,5 °C le réchauffement de la planète. Autrement, les conséquences seront catastrophiques pour la planète... et les gens. Comme le souligne Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies: "Si nous ne changeons pas le cours des choses avant 2020, nous risquons un bouleversement climatique incontrôlé aux conséquences désastreuses pour les êtres humains et pour tous les systèmes naturels dont nous dépendons". Dans de nombreux endroits du globe, on le sent déjà. Ici aussi, canicules et inondations nous donnent un petit avant-goût de ce que pourrait devenir le climat si on dépasse ce réchauffement de 1,5 °C.

Pour y arriver, l'activité humaine ne peut plus émettre davantage que 420 gigatonnes de CO₂ au total. Au rythme actuel de 40 gigatonnes par an, cela nous donne encore environ dix ans. Autant dire qu'il y a urgence et qu'on doit aller plus vite et plus loin. En effet, pour atteindre cet objectif et le scénario à 1,5 °C, des experts¹ ont calculé qu'on va devoir multiplier nos ambitions climatiques par 5.

¹ Experts du "Programme des Nations unies pour l'environnement", <https://www.unenvironment.org/fr/news-and-stories/communiqu-de-presse/les-pays-doivent-multiplier-leurs-efforts-et-leurs-actions-en>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3520/001.

Het klimaat kan nog worden gered. Dat is de boodschap die wordt benadrukt in het recentste rapport van de klimaatexperten van de Verenigde Naties. Sinds zijn oprichting in 1988 heeft het *Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC) meerdere rapporten opgeleverd over (i) de wetenschappelijke grondslagen van de klimaatopwarming als gevolg van de uitstoot van broeikasgassen, (ii) de vastgestelde en te verwachten gevolgen van de toename van de broeikasgassen en de dalende absorptiecapaciteit en (iii) de mogelijke maatregelen om het ergste te voorkomen. De opeenvolgende rapporten zijn steeds alarmerender. Uit het recentste rapport blijkt nu dus dat de gevolgen van de klimaatopwarming nog onder controle kunnen worden gehouden, maar dat die kans almaar kleiner wordt: hoe langer het duurt om de hoeveelheid broeikasgas terug te dringen, hoe moeilijker de opdracht zal worden.

De wetenschappelijke experts beklemtonen dat er dringend radicale oplossingen van een ongeziene omvang moeten worden uitgewerkt om de opwarming van de planeet te beperken tot 1,5 °C. Zo niet zullen de gevolgen voor de planeet én voor de mensen rampzalig zijn. VN-secretaris-generaal Antonio Guterres benadrukte dat indien we het tij niet vóór 2020 kunnen keren, we dreigen af te stevenen op een ongecontroleerde klimaatverandering met rampzalige gevolgen voor de mens en voor alle natuurlijke systemen waarvan hij afhankelijk is. Op talloze plaatsen op aarde is die verandering al voelbaar. Ook bij ons geven de hittegolven en de overstromingen een voorsmaakje van welk klimaat ons mogelijk anderszins staat te wachten indien de opwarming de grens van 1,5 °C overschrijdt.

Om dat rampscenario te voorkomen, mag de menselijke activiteit in totaal niet meer dan 420 gigaton CO₂ uitstoten. Bij het huidige tempo van 40 gigaton per jaar geeft dat ons nog ongeveer tien jaar. Met andere woorden, de nood is hoog en we moeten sneller en verder gaan. Om die doelstelling te bereiken en de opwarming tot 1,5 °C te beperken, hebben deskundigen¹ berekend dat we onze klimaatambities met 5 moeten vermenigvuldigen.

¹ Deskundigen van het "VN-Milieuprogramma", <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/nations-must-triple-efforts-reach-2degc-target-concludes-annual>.

C'est pourquoi, d'ici 2030, nous devons arriver à diminuer de plus de moitié les émissions de gaz à effet de serre au plan mondial. Nous devons suivre les recommandations scientifiques à ce sujet demandant de réduire, en 2030 déjà, les rejets de 65 %. Cet objectif intermédiaire pour 2030 est essentiel. Plus nous attendrons, plus le prix à payer sera lourd. Retarder le passage à l'action ne fera qu'accroître les risques et les coûts. L'objectif est ensuite d'avoir une économie complètement neutre en carbone en 2050.

Rehausser les objectifs et agir dès maintenant, c'est aussi ce que nous demandent les gens qui sont de plus en plus nombreux à manifester pour le climat. Dimanche 27 janvier 2019, nous étions témoin de la plus grande marche pour le climat de l'histoire de notre pays: 70 000 personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles pour mettre la pression sur les gouvernements et demander des actes concrets. Et ce sont les plus jeunes d'entre nous qui donnent l'élan à ce mouvement climatique. Depuis le 10 janvier 2019, des milliers d'écoliers font grève pour le climat. Chaque jeudi, partout en Belgique. C'est la génération "climat" qui se lève et qui nous montre la voie avec une énergie et une détermination incroyables. Par leur mobilisation incroyable, les jeunes obligent aujourd'hui le monde politique d'être enfin à la hauteur de l'enjeu climatique.

Atteindre ces objectifs nécessite une planification écologique, démocratique et sociale à tous les niveaux politiques. Nous avons besoin d'un cadre juridique qui définit les objectifs à atteindre, les responsabilités de nos gouvernements et les grands principes et orientations des réformes nécessaires afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 65 % d'ici 2030 et à zéro d'ici 2050.

La proposition de loi spéciale "portant coordination de la politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions à l'égard du changement climatique et fixant ses objectifs globaux à long terme" déposée par une série d'experts et d'académiques de l'Université Saint-Louis de Bruxelles, de l'UCL, de l'UGent et de l'UHasselt va dans ce sens-là.

La proposition de loi propose des objectifs climatiques globaux à long et moyen terme avec, dans sa version originale, la proposition de rehausser les objectifs climatiques et de diminuer les émissions de 65 % d'ici 2030. Et la proposition de loi fixe également une méthode de coordination des politiques. Ainsi, la proposition de loi offre à ce niveau-là une bonne base pour le développement des politiques climatiques. C'est donc pour cette

Daarom moeten we tegen 2030 in staat zijn om de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen met meer dan de helft te verminderen. We moeten gevolg geven aan de wetenschappelijke aanbevelingen over dit onderwerp, waarin erop wordt aangedrongen om de uitstoot al tegen 2030 met 65 % te verminderen. Die tussentijdse doelstelling voor 2030 is essentieel. Hoe langer we wachten, hoe hoger de prijs die we betalen. Maatregelen uitstellen zal de risico's en de kosten alleen maar doen toenemen. Het doel is dan om in 2050 een volledig koolstofneutrale economie te hebben.

Ambitieuze doelstellingen vastleggen en nú actie ondernemen is ook wat ons wordt gevraagd door steeds meer mensen die voor het klimaat betogen. Op zondag 27 januari 2019 waren we getuige van de grootste klimaatmars in de geschiedenis van ons land: 70 000 mensen gingen de straten van Brussel op om druk uit te oefenen op de verschillende regeringen en om concrete daden te eisen. Meer bepaald de jongsten onder ons geven de aanzet tot die klimaatbeweging. Sinds 10 januari 2019 hebben duizenden schoolkinderen elke donderdag en overal in België gespijbelde voor het klimaat. De "klimaatgeneratie" staat op en wijst ons met een ongelofelijke energie en vastberadenheid de weg. Door hun ongeziene mobilisatie dwingen de jongeren de politieke wereld om thans eindelijk de uitdaging van de klimaatverandering aan te gaan.

Het bereiken van deze doelstellingen vereist ecologische, democratische en sociale planning op alle politieke niveaus. We hebben een juridisch kader nodig dat de te verwezenlijken doelstellingen, de verantwoordelijkheden van onze overheden en de belangrijkste beginselen en richtsnoeren van de nodige hervormingen definieert, om aldus de uitstoot van broeikasgassen tegen 2030 met 65 % te verminderen en tegen 2050 tot nul te herleiden.

Het voorstel van bijzondere wet over de coördinatie van het beleid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten met betrekking tot de klimaatverandering en het vaststellen van algemene langetermijndoelstellingen, dat werd ingediend door een aantal deskundigen en universiteitsmedewerkers van de Universiteit Saint-Louis (Brussel), de UCL, de UGent en de UHasselt, gaat die richting uit.

Dat voorstel formuleert alomvattende klimaatdoelstellingen op lange en middellange termijn; in de oorspronkelijke tekst werd tevens voorgesteld de klimaatdoelstellingen aan te scherpen en de uitstoot tegen 2030 met 65 % terug te dringen. Het strekt er tevens toe te bepalen hoe de beleidslijnen moeten worden gecoördineerd. Aldus biedt het in dat opzicht een stevige grondslag voor de uitbouw van het klimaatbeleid. Daarom wordt dat voorstel

raison que nous appuyons cette proposition et que nous déposons le texte original.

En proposant des objectifs et en fixant une méthode de coordination, cette proposition de loi constitue une première étape. Une étape importante, mais insuffisante. En effet, le chemin pour y arriver doit encore être déterminé. Nécessitant des discussions fondamentales sur les mesures à prendre. Nous devons continuer à nous mobiliser pour faire en sorte que les mesures qui sont prises dans le cadre de la politique climatique soient durables et efficaces sur le plan écologique mais aussi justes sur le plan social. La justice climatique doit aller de pair avec la justice sociale.

Nous soutenons dans ce sens pleinement l'engagement pris dans la proposition de loi à l'article 3, § 3, stipulant que la politique climatique doit aller de pair avec la justice sociale.

Il ne serait en effet pas juste de faire payer la transition climatique par les travailleurs. 300 grands pollueurs sont aujourd'hui responsables de 45 % des émissions totales de la Belgique. C'est sur leurs épaules que doivent reposer en premier lieu le coût de la transition climatique. Et c'est sur ce point en particulier, que l'ensemble des politiques doivent oser mettre en question le système européen existant du commerce des émissions (ETS), par lequel les quotas d'émissions peuvent être achetés et vendus. Il faut voir l'évidence: ce système est un échec complet. Non seulement cela ne diminue pas les émissions, mais cela fait carrément de celles-ci un objet de spéculation. Plus fort encore: ces mêmes multinationales utilisent ce système pour s'enrichir encore davantage sur le dos du climat et de la collectivité.

Il faut oser remettre en question la confiance aveugle qui est faite au marché. C'est le marché qui nous a mené là où nous en sommes aujourd'hui; ce n'est donc pas encore plus de marché dont nous avons besoin. La libéralisation du marché de l'énergie, le système d'échange de droits d'émission, l'insistance perpétuelle sur la responsabilité individuelle... tout cela s'est avéré désastreux. Car pendant que les citoyens adaptent leurs comportements et se mobilisent pour le climat, les grandes entreprises continuent, elles, à faire comme bon leur semble. Résultat des courses, les émissions belges diminuent d'à peine 1 % par an.

Pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux, nous devons sortir du carcan de la logique de compétitivité et envisager d'instaurer des normes d'émissions contraignantes par secteur pour les gros émetteurs de gaz à effet de serre, en concordance avec les

door de indieners van deze tekst gesteund en dienen zij die in de originele versie in.

Dit voorstel van bijzondere wet bevat doelstellingen en een coördinatiemethode. Aldus vormt het een eerste stap, die weliswaar belangrijk is maar toch niet volstaat. Het pad naar de verwezenlijking van die doelstellingen moet immers nog worden uitgestippeld en vereist een fundamenteel debat over de daartoe te nemen maatregelen. We moeten er blijven voor ijveren dat de maatregelen inzake het klimaatbeleid niet alleen duurzaam en efficiënt zijn op ecologisch vlak, maar dat zij tevens sociaal rechtvaardig zijn. Klimaatgerechtigheid moet gepaard gaan met sociale gerechtigheid.

In die zin steunen de indieners onverkort de verbintenis die is vervat in artikel 3, § 3, van het voorstel van bijzondere wet, volgens hetwelk het klimaatbeleid gepaard moet gaan met sociale gerechtigheid.

Het zou immers niet rechtvaardig zijn de werknemers op te zadelen met de rekening van de klimaattransitie. In de huidige stand van zaken zijn driehonderd zware vervuilers verantwoordelijk voor 45 % van de totale uitstoot van ons land. De klimaattransitiekosten moeten dan ook in de eerste plaats door hen worden gedragen. Inzonderheid wat dat punt betreft, moet het door alle overheden gevoerde beleid het bestaande EU-emissiehandelssysteem (ETS), waarmee emissiequota kunnen worden gekocht en verkocht, ter discussie durven stellen. We moeten de waarheid erkennen: dit systeem is een complete mislukking. Niet alleen dringt het de uitstoot niet terug, maar maakt het die uitstoot ook tot een voorwerp van speculatie. Sterker nog: diezelfde multinationale ondernemingen bedienen zich van dit systeem om nog méér geld te verdienen, ten koste van het klimaat en van de gemeenschap.

We moeten het blinde vertrouwen dat in de markt wordt gesteld, in twijfel durven trekken. Net die markt heeft ons gebracht tot waar we nu zijn; méér markt is dus bepaald niet wat we nodig hebben. De liberalisering van de energiemarkt, de emissiehandel, de eeuwige klemtoon op de individuele verantwoordelijkheid: al die credo's zijn desastreus gebleken. Want terwijl burgers hun gedrag aanpassen en zich mobiliseren voor het klimaat, blijven de grote bedrijven doen wat ze willen. Aan het eind van de rit daalt de Belgische uitstoot met nauwelijks 1 % per jaar.

Om ambitieuze klimaatdoelstellingen te halen, moeten we uit de dwangbuislogica van het concurrentievermogen breken en moeten we overwegen om sectorgebonden en bindende emissienormen op te leggen aan de grote broeikasgasemittenten, in overeenstemming met de

ambitions d'atteindre 65 % d'émissions en moins en 2030. Les gros pollueurs sont obligés d'investir dans l'économie d'énergie et les sources d'énergie renouvelable. Ces investissements pour le climat offrent d'ailleurs de nombreuses opportunités et de nouveaux emplois.

Nous devons aussi, dans le même sens, s'abstenir d'introduire des nouvelles écotaxes socialement injustes tels qu'une taxe kilométrique ou la taxe carbone. Une taxe comme la taxe carbone fait en effet, elle aussi, payer aux consommateurs le coût d'un approvisionnement énergétique durable, et qui est par ailleurs inefficace. L'administration fédérale a calculé que, pour 2030, une telle taxe carbone augmentera la facture d'énergie de 127 euros et le prix à la pompe de 154 euros: un surcoût total de 281 euros par ménage. C'est ce que les gilets jaunes ont dénoncé, à juste titre, en France lorsque le président Macron a tenté d'introduire une taxe similaire. Cette *flat-tax* (comme la TVA) est injuste socialement car tout le monde paie la même chose quel que soit son revenu et aboutit à une chose: celui qui peut payer peut polluer.

Comme l'a dit Greta Thunberg, la jeune activiste suédoise de 15 ans lors de son discours percutant à la COP24: "Si les solutions ne peuvent pas être trouvées dans le système actuel, peut-être que nous devons changer le système."

La présente proposition de loi fixe les objectifs et une méthode de travail pour mettre en place des politiques ambitieuses qui soient à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une première étape.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)

ambitie om de uitstoot tegen 2030 met 65 % te verminderen. De grote vervuilers worden zo gedwongen om te investeren in energiebesparing en in hernieuwbare energiebronnen. Die klimaatinvesteringen bieden ook veel kansen en nieuwe banen.

In dezelfde gedachtegang moeten we ook afzien van de invoering van nieuwe sociaal onrechtvaardige milieubelastingen, zoals een kilometerheffing of de koolstofheffing. Een belasting zoals de koolstofheffing rekent de kostprijs van de duurzame energievoorziening door aan de consument, en brengt bovendien geen zoden aan de dijk. De federale overheid heeft berekend dat tegen 2030 een dergelijke koolstofheffing de energierekening met 127 euro zal verhogen, en de prijs aan de pomp met 154 euro: een bijkomende kostprijs van in totaal 281 euro per huishouden. Toen president Macron in Frankrijk een soortgelijke belasting heeft proberen in te voeren, hebben de gele hesjes dit terecht aan de kaak gesteld. Deze forfaitaire belasting is (net zoals de btw) sociaal onrechtvaardig omdat iedereen hetzelfde betaalt, ongeacht het inkomen. Concreet leidt ze tot één ding: wie kan betalen, mag vervuilen.

Greta Thunberg, de jonge 15-jarige Zweedse activiste, verwoordde het als volgt tijdens haar krachtige toespraak op de COP24: "*And if solutions within this system are so impossible to find, then maybe we should change the system itself.*"

Dit wetsvoorstel legt de doelstellingen en de werkmethode vast voor een ambitieus beleid dat is afgestemd op de klimaatnoodtoestand. Het vormt een eerste stap.

PROPOSITION DE LOI SPÉCIALE**CHAPITRE I^{ER}****Dispositions introductives****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

§ 1^{er}. La présente loi contribue, entre autres, à la mise en œuvre de:

a) la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et de ses annexes I et II, signée à New York le 9 mai 1992;

b) le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et de ses annexes A et B, signé à Kyoto le 11 décembre 1997;

c) l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012;

d) l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015;

e) les directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international précitées.

§ 2. La présente loi vise en particulier à mettre en œuvre le Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil.

VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET**HOOFDSTUK 1****Inleidende bepalingen****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

§ 1. Deze wet draagt onder meer bij tot een gedeeltelijke omzetting of uitvoering van:

a) het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en de Bijlagen I en II, gedaan te New York op 9 mei 1992;

b) het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de Bijlagen A en B, gedaan te Kyoto op 11 december 1997;

c) de wijziging van het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, aangenomen te Doha op 8 december 2012;

d) de Overeenkomst van Parijs, gedaan te Parijs op 12 december 2015;

e) de richtlijnen, verordeningen en besluiten van de Europese Unie genomen ter uitvoering van voormelde internationaalrechtelijke verbintenissen.

§ 2. Deze wet beoogt inzonderheid uitvoering te geven aan Verordening (EU) 2018/1999 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 inzake de *governance* van de energie-unie en van de klimaatactie, tot wijziging van richtlijn 94/22/EG, richtlijn 98/70/EG, richtlijn 2009/31/EG, Verordening (EG) nr. 663/2009, Verordening (EG) nr. 715/2009, richtlijn 2009/73/EG, richtlijn 2009/119/EG van de Raad, richtlijn 2010/31/EU, richtlijn 2012/27/EU, richtlijn 2013/30/EU en richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad, en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 525/2013.

CHAPITRE 2

Objectif et principes

Art. 3

En application des articles 7*bis* et 23 de la Constitution, la présente loi définit les objectifs globaux de la Belgique en matière de politique climatique et la manière dont l'autorité fédérale, les communautés et les régions coordonnent leurs compétences, afin de garantir l'efficacité des politiques.

Art. 4

§ 1^{er} La politique climatique est ambitieuse et cohérente. Elle promeut un climat sûr et sain pour l'humain et la biodiversité. Elle repose sur un large soutien de la population et de tous les acteurs concernés de la société civile. Elle est fondée sur des données scientifiques et elle est économiquement efficiente.

La politique climatique vise à maximiser les synergies avec les politiques visant à promouvoir les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. En particulier, la politique climatique doit être socialement équitable, promouvoir la biodiversité, lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités.

§ 2. Toute décision gouvernementale susceptible d'avoir raisonnablement une incidence sur le climat ou sur la politique en matière de climat doit faire l'objet d'une évaluation préalable de cet impact.

§ 3. Sans préjudice des principes généraux applicables en matière environnementale, la politique climatique visée par la présente loi et sa mise en œuvre sont régies par les principes suivants:

1° le principe de justice sociale;

2° le principe de mutualité, selon lequel toute entité agit de manière à renforcer l'efficacité des mesures prises par tous les autres niveaux de pouvoir, au regard des objectifs globaux fixés par la présente loi, et vérifie systématiquement l'impact éventuel d'une mesure sur la politique climatique d'une autre entité;

3° le principe de progression;

4° le principe de la réduction intégrée de la pollution, selon lequel la politique climatique ne doit pas se faire

HOOFDSTUK 2

Doelstelling en beginselen

Art. 3

In uitvoering van de artikelen 7*bis* en 23 van de Grondwet bepaalt deze wet de globale klimaatbeleidsdoelstellingen van België en de wijze waarop de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten hun bevoegdheden inzake klimaatbeleid coördineren en uitvoeren, teneinde de effectiviteit van dit beleid te waarborgen.

Art. 4

§ 1. Het klimaatbeleid is ambitieus en coherent. Het bevordert een klimaat dat veilig en gezond is voor mens en biodiversiteit. Het zoekt een ruime steun bij de bevolking en alle relevante maatschappelijke actoren. Het beleid steunt op wetenschappelijke gegevens en is kostenefficiënt.

Het klimaatbeleid gaat maximaal uit van een synergie met het beleid ter bevordering van het sociale, economische en milieugebonden aspect van duurzame ontwikkeling. Het klimaatbeleid dient met name tevens sociaal billijk te zijn, de biodiversiteit te bevorderen, de armoede te bestrijden en ongelijkheden te verminderen.

§ 2. Elke regeringsbeslissing die redelijkerwijs impact kan hebben op het klimaat of het klimaatbeleid, maakt voorafgaandelijk het voorwerp uit van een evaluatie van deze impact.

§ 3. Onverminderd de geldende algemene beginselen van milieubeleid, zijn op het in deze wet bedoelde klimaatbeleid en zijn uitvoering, de volgende beginselen van toepassing:

1° het sociaalrechtvaardigheidsbeginsel;

2° het mutualiteitsbeginsel, volgens hetwelk elke overheid zodanig beoogt te handelen dat de effectiviteit van de maatregelen van alle andere beleidsniveaus wordt versterkt, met betrekking tot de globale klimaatdoelstellingen, en dat zij in elk geval nagaat wat de eventuele impact van een maatregel is op het klimaatbeleid van een andere overheid;

3° het vooruitgangsbeginsel;

4° het beginsel van het geïntegreerd verminderen van verontreiniging, volgens hetwelk het klimaatbeleid

au détriment de la biodiversité, de la qualité de l'air, de l'eau ou d'autres composantes de l'environnement;

5° le principe d'intégrité, selon lequel la politique climatique poursuit effectivement et véritablement un objectif de protection d'un climat sûr et sain.

CHAPITRE 3

Dialogue multiniveaux sur le climat

Art. 5

Il est mis en place un dialogue multiniveaux sur le climat et l'énergie, dans le cadre duquel le grand public, les autorités locales, les organisations de la société civile, le monde des entreprises, les investisseurs, les conseils d'avis et les autres parties prenantes concernées peuvent s'investir activement et discuter des différents scénarios envisagés pour les politiques en matière d'énergie et de climat, y compris sur le long terme, et examiner les progrès réalisés dans ces politiques.

Afin d'assurer un large soutien de la population et de la société civile à la politique climatique, l'autorité fédérale, les communautés et les régions prennent les mesures nécessaires, chacune en ce qui concerne leurs compétences, en matière d'enseignement, de formation continue et de sensibilisation à la problématique climatique et au cycle du carbone.

CHAPITRE 4

Objectifs climatiques globaux à long et moyen terme

Art. 6

§ 1^{er} La politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions vise les objectifs à long terme suivants:

1° réduire les émissions de gaz à effet de serre en Belgique d'au moins 65 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990;

2° porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en Belgique à 100 % en 2050;

3° réaliser l'exigence d'amélioration de l'efficacité énergétique en Belgique d'au moins 53 % d'ici 2050;

niet ten koste van biodiversiteit, luchtkwaliteit, water of andere milieucomponenten mag worden gevoerd; en

5° het integriteitsbeginsel, volgens hetwelk het klimaatbeleid effectief en waarachtig op een veilig en gezond klimaat moet worden gericht.

HOOFDSTUK 3

Brede maatschappelijke klimaatdialoog

Art. 5

Er wordt een klimaat- en energiedialoog op verschillende niveaus ingesteld, waarin het brede publiek, lokale overheden, maatschappelijke organisaties, de bedrijfswereld, investeerders, adviesraden en andere betrokken partijen actief kunnen participeren en de verschillende mogelijke scenario's, ook op lange termijn, voor het energie- en klimaatbeleid kunnen bespreken, en de vooruitgang van dit beleid kunnen beoordelen.

Om een ruime ondersteuning van het klimaatbeleid door de bevolking en de maatschappelijke belangengroepen te waarborgen, nemen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten de nodige maatregelen, elk wat hun bevoegdheden betreft, inzake onderwijs, permanente vorming en sensibilisering betreffende de klimaatproblematiek en de koolstofcyclus.

HOOFDSTUK 4

Globale klimaatdoelstellingen op lange en middellange termijn

Art. 6

§ 1. Het beleid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten is gericht op de volgende langetermijndoelstellingen:

1° de uitstoot van broeikasgassen in België met minstens 65 % te verminderen tegen 2050 ten opzichte van de uitstoot in 1990;

2° het aandeel hernieuwbare energie in het bruto-eindverbruik in België te verhogen tot minstens 100 % in 2050;

3° een kerndoel te bereiken inzake verbetering van de energie-efficiëntie in België van ten minste 53 % in 2050;

4° rénover d'ici à la fin de 2050 le parc de bâtiments résidentiels et non résidentiels, tant publics que privés, en vue d'atteindre, dans une proportion élevée, la constitution d'un parc immobilier à haute efficacité énergétique et décarboné d'ici à 2050, facilitant ainsi la transformation rentable de bâtiments existants en bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle;

5° prendre les mesures d'adaptation durable nécessaires pour réduire le plus possible les risques du changement climatique pour l'homme et la biodiversité.

§ 2. La politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions vise les objectifs intermédiaires suivants:

1° réduire les émissions de gaz à effet de serre en Belgique d'au moins 65 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990;

2° porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en Belgique à au moins 32 % d'ici 2030;

3° réaliser l'exigence d'amélioration de l'efficacité énergétique en Belgique d'au moins 32,5 % d'ici 2030;

4° prendre les mesures d'adaptation durable nécessaires pour réduire le plus possible les risques du changement climatique pour l'homme et la biodiversité.

§ 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par émissions de gaz à effet de serre les émissions de gaz à effet de serre en Belgique visées à l'article 2, point b), du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 280/2004/CE.

Art. 7

§ 1^{er} Les objectifs énoncés à l'article 5 sont modifiables dans le respect du principe de progression, tant en ce qui concerne:

1° les pourcentages;

que 2°, l'année de référence.

§ 2. Une modification est justifiée:

4° vóór het einde van 2050 het bestand van zowel openbare als particuliere al dan niet voor bewoning bestemde gebouwen tot een in hoge mate energie-efficiënt en koolstofvrij gebouwenbestand te renoveren en de kosteneffectieve transformatie van bestaande gebouwen in bijna-energie neutrale gebouwen te bevorderen; en

5° de nodige duurzame aanpassingsmaatregelen te treffen teneinde de risico's van de klimaatverandering voor mens en biodiversiteit zo beperkt mogelijk te houden.

§ 2. Het beleid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten is gericht op de volgende intermediaire doelstellingen:

1° de uitstoot van broeikasgassen in België met minstens 65 % te verminderen tegen 2030 ten opzichte van de uitstoot in 1990;

2° het aandeel hernieuwbare energie in het bruto-eindverbruik in België te verhogen tot minstens 32 % in 2030;

3° een kerndoel te bereiken inzake verbetering van de energie-efficiëntie in België van ten minste 32,5 % in 2030; en

4° de nodige duurzame aanpassingsmaatregelen te treffen teneinde de risico's van de klimaatverandering voor mens en biodiversiteit zo beperkt mogelijk te houden.

§ 3. Voor de toepassing van deze wet geldt als uitstoot van broeikasgassen de emissies binnen België van broeikasgassen als bedoeld in artikel 2, onderdeel b, van Verordening (EU) 525/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende een bewakings- en rapportagesysteem voor de uitstoot van broeikasgassen en een rapportagemechanisme voor overige informatie op nationaal niveau en op het niveau van de Unie met betrekking tot klimaatverandering, en tot intrekking van Beschikking nr. 280/2004/EU.

Art. 7

§ 1. De in artikel 5 vermelde doelstellingen kunnen worden gewijzigd met inachtneming van het vooruitgangsbeginsel:

1° wat betreft de percentages;

of 2°, wat betreft het referentiejaar.

§ 2. Een wijziging wordt verantwoord:

1° par l'évolution des connaissances scientifiques et techniques ou, le cas échéant, par des modifications du cadre international visé à l'article 1^{er} et du droit de l'Union européenne et;

2° par une analyse d'impact socio-économique et environnementale.

§ 3. Les modifications visées au paragraphe 1^{er} sont proposées par le Comité visé à l'article 9 et discutées au sein du dialogue visé à l'article 4. Elles sont adoptées dans le cadre du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17.

CHAPITRE 5

Institutions de la politique climatique

Section 1^{re}

La Conférence interministérielle Climat

Art. 8

Il est établi, pour toute la Belgique, une Conférence interministérielle Climat, ci-après la Conférence interministérielle.

La Conférence interministérielle Climat est composée des ministres chargés de coordonner la politique climatique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions.

Elle est notamment chargée de l'adoption du projet de Plan national intégré Énergie-Climat, de l'adoption du Plan lui-même et de son actualisation, conformément aux articles 11 à 17.

Section 2

L'Agence interfédérale pour le climat

Art. 9

§ 1^{er} Il est établi, pour toute la Belgique, une Agence interfédérale pour le climat, ci-après l'Agence.

1° door de ontwikkeling van de wetenschappelijke of technische kennis, of door een wijziging van het in artikel 1 vermelde internationale of Europese rechtskader, en

2° met een socio-economische en milieu-effectenbeoordeling.

§ 3. Een wijziging wordt voorgesteld door het Comité als bedoeld in artikel 9 en maakt het voorwerp uit van de brede maatschappelijke klimaatdialoog bedoeld in artikel 4. De wijziging wordt aangenomen in het kader van het in de artikelen 11 tot 17 bedoelde geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan.

HOOFDSTUK 5

Klimaatbeleidsinstellingen

Afdeling 1

De Interministeriële Klimaatconferentie

Art. 8

Er wordt, voor heel België, een Interministeriële Klimaatconferentie opgericht, hierna de Interministeriële Conferentie genoemd.

De Interministeriële Conferentie is samengesteld uit de betrokken federale, gemeenschaps- en gewestministers.

De Interministeriële Conferentie is onder meer belast met het vastellen van het voorontwerp van geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan, het vastellen van het plan zelf en zijn actualisering, zoals bedoeld in artikelen 11 tot 17.

Afdeling 2

Het Interfederaal Klimaatagentschap

Art. 9

§ 1. Er wordt voor heel België een Interfederaal Klimaatagentschap opgericht, hierna het Agentschap genoemd.

§ 2. L'Agence est chargée:

1° de l'élaboration du projet du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17;

2° de l'organisation du dialogue visé à l'article 4, ainsi que de son rapportage;

3° de l'échange et de la transmission d'informations et de rapports entre les parties concernées, à propos de l'état d'avancement et de la mise en oeuvre des politiques et mesures reprises dans le Plan national Climat en vigueur à ce moment-là;

4° de toute autre mission prévue par ou en vertu de la présente loi.

§ 3. L'Agence est composée de représentants:

1° de l'administration fédérale;

2° des administrations des communautés;

3° des administrations des régions.

Section 3

Le Comité permanent indépendant d'experts pour le climat

Art. 10

§ 1^{er} Il est établi, pour toute la Belgique, un Comité permanent indépendant d'experts pour le climat, ci-après le Comité.

§ 2. Le Comité est chargé:

1° des missions énoncées aux articles 11 à 17;

2° d'exprimer les objectifs de réduction des émissions en budget carbone;

3° de proposer la répartition de la charge liée à la mise en oeuvre des objectifs établis par ou en vertu de la présente loi et en vertu du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17;

4° de conseiller l'autorité fédérale, les communautés et les régions et les instances visées aux articles 7, 8 et 10 de la présente loi sur tout autre aspect portant sur la coordination et l'ambition commune de la politique de

§ 2. Het Agentschap is belast met:

1° het opstellen van een ontwerp van geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan als bedoeld in de artikelen 11 tot 17;

2° het organiseren van de brede maatschappelijke dialoog als bedoeld in artikel 4, evenals de rapportering erover;

3° het zorgen voor de uitwisseling van informatie tussen de betrokken partijen en het doorsturen van rapporten, met betrekking tot de stand van zaken en de uitvoering van het beleid en de maatregelen opgenomen in het geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan; en

4° elke andere opdracht die hem door of krachtens deze wet wordt toegekend.

§ 3. Het Agentschap bestaat uit vertegenwoordigers van:

1° de administratie van de federale overheid;

2° de administraties van de gemeenschappen; en

3°, de administraties van de gewesten.

Afdeling 3

Het Permanent Onafhankelijk Klimaatexpertencomité

Art. 10

§ 1. Er wordt voor heel België een Permanent Onafhankelijk Klimaatexpertencomité opgericht, hierna het Comité genoemd.

§ 2. Het Comité is belast met:

1° de opdrachten vermeld in de artikelen 11 tot 17;

2° het uitdrukken van de emissiereductiedoelstellingen in koolstofbudgetten;

3° het voorstellen van een verdeling van de lasten die verbonden zijn aan de uitvoering van de doelstellingen bepaald door of krachtens deze wet en krachtens het geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan als bedoeld in de artikelen 11 tot 17;

4° raadgeving aan de federale overheid, de gemeenschappen, de gewesten en de instellingen als bedoeld in de artikelen 7, 8 en 10 over andere aspecten betreffende de coördinatie en de gezamenlijke ambitie van het

lutte contre le changement climatique et d'adaptation à celui-ci, conformément aux articles 1 à 6 et 11 à 17;

5° de répondre aux demandes d'avis des instances visées aux articles 7, 8 et 10 ou de toute entité fédérale, communautaire ou régionale, lorsque les avis demandés relèvent de la coordination et de l'ambition commune de la politique belge en matière de changement climatique et d'adaptation à celui-ci;

6° d'interpeller l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions et les instances visées aux articles 7, 8 et 10 sur des questions portant sur l'ambition et la cohérence de la politique en matière de climat conformément aux articles 1 à 6 et être entendu, à sa demande, par l'ensemble des parlements.

§ 3. Le Comité est un organe permanent composé d'au maximum 8 experts et d'un président, chacun des membres offrant toutes les garanties d'indépendance et de compétence scientifique de manière à ce que soient présentes les disciplines ou matières suivantes:

1° la science du changement climatique;

2° les risques climatiques et l'adaptation à ces risques;

3° la politique internationale, européenne et interne du climat;

4° l'économie, la finance et les entreprises;

5° la technologie;

6° la production et la distribution d'énergie;

7° les échanges de quotas d'émission et les mécanismes de l'Accord de Paris;

8° les aspects sociaux, comportementaux et éducationnels du changement climatique;

9° les villes durables, la qualité de l'air et l'aménagement du territoire;

10° l'agriculture, les forêts et les puits de carbone;

11° la biodiversité et les services écosystémiques.

§ 4. Les membres du Comité sont désignés par le Sénat, sur proposition des universités et des institutions de recherche scientifique.

beleid ter bestrijding van de klimaatverandering en ter aanpassing hieraan, overeenkomstig de artikelen 1 tot 6 en 11 tot 17;

5° het beantwoorden van verzoeken om advies van de instellingen als bedoeld in de artikelen 7, 8 en 10 of van elke federale, communautaire of regionale entiteit, wanneer de gevraagde adviezen betrekking hebben op de coördinatie en de gezamenlijke ambitie van het beleid ter bestrijding van de klimaatverandering en de aanpassing hieraan; en

6° het aanspreken van de federale overheid, de gemeenschappen, de gewesten en de instellingen als bedoeld in de artikelen 7, 8 en 10 op vragen aangaande de ambitie en de coherentie van het Belgische klimaatbeleid overeenkomstig de artikelen 1 tot 6, alsook gehoord te worden, op eigen verzoek, door alle parlementen.

§ 3. Het Comité is een permanent orgaan samengesteld uit ten hoogste 8 experten en een voorzitter, waarbij elk van zijn leden alle waarborgen biedt voor onafhankelijkheid en wetenschappelijke deskundigheid, op zodanige wijze dat de volgende disciplines en materies aanwezig zijn:

1° de klimaatveranderingswetenschap;

2° de klimaatrisico's en de aanpassing aan deze risico's;

3° het internationale, Europese en interne klimaatbeleid;

4° economie, financiën en bedrijfsleven;

5° technologie;

6° de productie en distributie van energie;

7° de handel in emissierechten en de mechanismen van de Overeenkomst van Parijs;

8° sociale, gedrags- en onderwijsaspecten van de klimaatverandering;

9° duurzame steden, luchtkwaliteit en ruimtelijke ordening;

10° landbouw, bossen en koolstofputten; en

11° de biodiversiteit en ecosysteemdiensten.

§ 4. De leden van het Comité worden benoemd door de Senaat, op voorstel van de universiteiten en de instellingen voor wetenschappelijk onderzoek.

§ 5. Le Comité est assisté d'un Secrétariat permanent, chargé de toutes les tâches administratives, techniques et comptables nécessaires à la réalisation de ses missions.

§ 6. Pour s'acquitter de ses missions, le Comité peut:

1° faire appel à des experts et solliciter la coopération de fonctionnaires;

2° demander l'avis du Conseil fédéral du développement durable, du Conseil central de l'économie et de toute autre instance d'avis;

3° commander des études au Bureau du Plan, à la Banque nationale de Belgique ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé;

4° agir en concertation avec les comités indépendants créés par les instances régionales, en matière de climat;

5° mener des recherches;

6° solliciter l'appui de la Cour des comptes.

§ 7. Les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité sont inscrits au budget des dotations.

§ 8. Le Comité établit et modifie son règlement d'ordre intérieur, après avoir soumis un projet à la Conférence interministérielle pour avis. Le règlement et ses modifications sont publiés au *Moniteur belge*.

Les délibérations du Comité sont prises au consensus ou, à défaut, à la majorité. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Il est interdit à tout membre du Comité de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§ 9. Le Comité garantit que le public a pleinement accès à chacun des avis, recommandations et rapports adoptés en vertu de la présente loi.

§ 10. Le Comité fait rapport annuellement au Sénat, à la Chambre et aux parlements des Régions et des Communautés.

§ 5. Het Comité wordt bijgestaan door een permanent secretariaat, belast met alle administratieve, technische en boekhoudkundige taken vereist ter uitvoering van zijn opdrachten.

§ 6. Om zijn opdrachten te vervullen, kan het Comité:

1° een beroep doen op deskundigen en om medewerking van ambtenaren vragen;

2° het advies vragen van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en ieder ander adviesorgaan;

3° studies bestellen bij het Planbureau, de Nationale Bank van België en andere openbare of particuliere organismen;

4° handelen in overleg met de onafhankelijke comités opgericht door de regionale instellingen op het gebied van klimaat;

5° onderzoeken voeren; en

6° verzoeken om ondersteuning door het Rekenhof.

§ 7. De kredieten die nodig zijn voor de werking van het Comité worden ingeschreven op het budget van de dotaties.

§ 8. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement en de wijzigingen ervan vast, na een ontwerp te hebben voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie voor advies. Het reglement en zijn wijzigingen worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De beraadslagingen van het Comité worden bij consensus genomen of, bij gebreke daarvan, bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Het is ieder lid van het Comité verboden te beraadslagen over onderwerpen waarin hij, rechtstreeks of onrechtstreeks, een persoonlijk of patrimoniaal belang heeft.

§ 9. Het Comité waarborgt dat het publiek volledige toegang heeft tot alle adviezen, aanbevelingen en rapporten vastgesteld krachtens deze wet.

§ 10. Het Comité brengt jaarlijks verslag uit aan de Senaat, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de parlementen van de gewesten en gemeenschappen.

Section 4*La Commission interparlementaire sur le Climat***Art. 11**

§ 1^{er} Il est créé une Commission interparlementaire sur le climat.

§ 2. La Commission interparlementaire sur le climat est un organe permanent de concertation entre la Chambre des représentants, le Sénat, les Parlements des communautés et des régions visant à assurer la cohérence et la complémentarité des politiques de lutte contre le changement climatique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions et le respect des obligations internationales et européennes de l'État en la matière.

§ 3. La Commission interparlementaire sur le climat comprend des délégations de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone.

La Commission interparlementaire sur le Climat comprend un nombre égal de représentants de chacun des Parlements concernés, chacune des délégations étant composée dans le respect de la représentation proportionnelle des groupes politiques du Parlement que la délégation représente.

La délégation du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale comprend au moins un représentant du groupe linguistique le moins nombreux.

§ 4. Les séances de la Commission interparlementaire sur le Climat sont publiques.

§ 5. La Commission interparlementaire sur le Climat adopte des propositions de résolutions interparlementaires. Une proposition est adoptée par une majorité absolue des suffrages au sein de chaque délégation, pour autant que la majorité des membres de la Commission interparlementaire sur le Climat se trouve réunie.

La proposition de résolution est transmise à chaque Parlement concerné. Si un des Parlements concernés amende la proposition, celle-ci est renvoyée à la Commission interparlementaire sur le Climat.

§ 6. La Commission interparlementaire sur le Climat arrête son règlement d'ordre intérieur.

Afdeling 4*Het interparlementair klimaatoverleg***Art. 11**

§ 1. Er wordt een Interparlementaire Klimaatcommissie opgericht, die instaat voor het interparlementair klimaatoverleg.

§ 2. De Interparlementaire Klimaatcommissie is een permanent overlegorgaan tussen de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat en de parlementen van de gemeenschappen en de gewesten, dat erop is gericht om de coherentie en de complementariteit te waarborgen van het beleid ter bestrijding van de klimaatverandering van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, met eerbiediging van hun internationale en Europese verplichtingen.

§ 3. De Interparlementaire Klimaatcommissie omvat delegaties van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

De Interparlementaire Klimaatcommissie bestaat uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van elk van de betrokken parlementen, waarbij elke delegatie wordt samengesteld volgens een evenredige vertegenwoordiging van de fracties van het parlement dat de delegatie vertegenwoordigt.

De delegatie van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest telt ten minste één vertegenwoordiger van de minst talrijke taalgroep.

§ 4. De vergaderingen van de Interparlementaire Klimaatcommissie zijn openbaar.

§ 5. De Interparlementaire Klimaatcommissie neemt voorstellen van interparlementaire resolutie aan. Een voorstel wordt aangenomen door een volstreekte meerderheid van stemmen van de leden van elke delegatie, mits de meerderheid van de leden van de Interparlementaire Klimaatcommissie aanwezig is.

Het voorstel van resolutie wordt elk betrokken parlement toegezonden. Indien één van de betrokken parlementen het voorstel wijzigt, wordt het teruggezonden naar de Interparlementaire Klimaatcommissie.

§ 6. De Interparlementaire Klimaatcommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

La Commission interparlementaire se réunit en tout cas dans les deux mois avant chaque Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique.

CHAPITRE 6

Plan national intégré énergie-climat et stratégie à long terme

Art. 12

Au plus tard le 31 décembre 2018 et au plus tard le 1 janvier 2028, et tous les dix ans par la suite, un projet de Plan national intégré Énergie-Climat est établi conformément à l'article 3, § 1^{er}, et à l'annexe I du règlement (UE) 2018/1999 et présenté à la Commission européenne.

Le projet de Plan définit, dans le respect des dispositions de l'article 5, les objectifs nationaux, les projections chiffrées et les contributions pour les cinq dimensions de l'Union de l'énergie, en particulier a) la sécurité de l'approvisionnement énergétique; le marché intérieur de l'énergie; l'efficacité énergétique; d) la décarbonation, et e), la recherche, l'innovation et la compétitivité, conformément à l'article 4 du règlement (UE) 2018/1999. Il comprend en outre les mesures d'adaptation à prendre à l'échelle nationale pour réaliser les objectifs d'adaptation.

Art. 13

L'avant-projet de Plan national intégré Énergie-Climat est élaboré par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité.

L'avant-projet de Plan national intégré Énergie-Climat fait l'objet d'une consultation publique répondant aux exigences de l'article 10, paragraphes 11 et 12, du règlement (UE) 2018/1999, et tient compte des résultats du dialogue multiniveaux sur le climat et l'énergie visé à l'article 4 du présent acte.

Les modalités détaillées de la consultation publique sont définies par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité et de la concertation interparlementaire.

Le projet de Plan est adopté par la Conférence interministérielle.

De Interparlementaire Klimaatcommissie komt in elk geval samen binnen de twee maanden voor elke Conferentie van de Verenigde Naties over de klimaatverandering.

HOOFDSTUK 6

Geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan en strategie

Art. 12

Uiterlijk op 31 december 2018 en dan uiterlijk op 1 januari 2028 en vervolgens om de tien jaar wordt een ontwerp van geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan opgesteld, overeenkomstig artikel 3, lid 1, en bijlage I, van Verordening (EU) 2018/1999, en ingediend bij de Europese Commissie.

Het ontwerpplan stelt, met eerbiediging van het bepaalde in artikel 5, de nationale doelstellingen, streefcijfers en bijdragen voor de vijf dimensies van de energie-unie vast, met name a) de continuïteit van de energievoorziening; b) de interne energiemarkt; c) energie-efficiëntie; d) decarbonisatie, en e), onderzoek, innovatie en concurrentievermogen, zoals vereist door artikel 4 van Verordening (EU) 2018/1999. Het bevat bovendien de adaptatiemaatregelen die moeten worden genomen op nationaal niveau om de adaptatiedoelstellingen te bereiken.

Art. 13

Het voorontwerp van geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan wordt door het Agentschap opgesteld, rekening houdend met de aanbevelingen van het Comité.

Het voorontwerp van geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan wordt onderworpen aan een publieke raadpleging die beantwoordt aan de vereisten van artikel 10, 11 en 12 van Verordening (EU) 2018/1999, rekening houdend met de resultaten van de brede maatschappelijke dialoog als bedoeld in artikel 4 van deze wet.

De nadere modaliteiten van de publieke raadpleging worden vastgesteld door het Agentschap, rekening houdend met de aanbevelingen van het Comité en het Interparlementair Klimaatoverleg.

Het ontwerpplan wordt vastgesteld door de Interministeriële Conferentie.

Art. 14

Le Plan national intégré Énergie-Climat tient dûment compte des éventuelles recommandations de la Commission européenne, conformément à l'article 9, alinéa 3, du Règlement (UE) 2018/1999. Lorsqu'il n'est pas donné suite à une recommandation de la Commission européenne, ou à une partie essentielle d'une recommandation, cela fait l'objet d'une motivation explicite.

Le Plan national intégré Énergie-Climat est adopté par la Conférence interministérielle.

Les dispositions désignées comme obligatoires dans le Plan lient l'autorité fédérale, les communautés et les régions, ainsi que leurs institutions et services, et les institutions et services qui en dépendent ou sont soumis à leur contrôle.

Le Plan est publié au *Moniteur Belge*, ainsi que sur le site internet du Comité et des services compétents des différentes autorités.

Art. 15

Les articles 11 et 12 sont d'application pour la préparation de l'actualisation et l'actualisation du Plan national intégré Énergie-Climat.

Art. 16

À tout moment, des modifications ou adaptations peuvent être apportées au Plan national intégré Énergie-Climat, pour autant que ces modifications et adaptations figurent dans le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre dudit Plan.

Le projet d'actualisation et l'actualisation sont préparés par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité. Ils sont adoptés par la Conférence interministérielle.

Art. 17

Au plus tard le 1^{er} janvier 2020, ensuite au plus tard le 1^{er} janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur la base d'un projet établi par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité, la Conférence interministérielle arrête une stratégie à long terme à un horizon d'au moins trente ans, et la transmet, après consultation de la Commission interparlementaire sur le climat, à la

Art. 14

Het geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan houdt terdege rekening met eventuele aanbevelingen van de Europese Commissie overeenkomstig artikel 9, lid 3, van Verordening (EU) 2018/1999. Wanneer geen gevolg gegeven wordt aan een aanbeveling van de Europese Commissie of een aanzienlijk deel daarvan, wordt zulks uitdrukkelijk gemotiveerd.

Het geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan wordt vastgesteld door de Interministeriële Conferentie.

De als zodanig aangeduide bepalingen zijn bindend voor de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten en voor hun instellingen en diensten, alsmede voor de instellingen en diensten die daarvan afhangen of onder hun toezicht staan.

Het plan wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, op de website van het Comité en van de bevoegde diensten van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten.

Art. 15

De artikelen 11 en 12 zijn van toepassing op het ontwerp en de actualisering van het geïntegreerde nationale energie- en klimaatplan.

Art. 16

Te allen tijde kunnen wijzigingen of aanpassingen in de beleidsmaatregelen worden aangebracht die zijn opgenomen of vermeld in het geïntegreerd nationaal energie- en klimaatplan, op voorwaarde dat die wijzigingen en aanpassingen zijn opgenomen in het geïntegreerde nationale energie- en klimaatvoortgangverslag.

Het ontwerp van actualisering en de actualisering worden voorbereid door het Agentschap, rekening houdend met de aanbevelingen van het Comité. Zij worden vastgesteld door de Interministeriële Conferentie.

Art. 17

Uiterlijk op 1 januari 2020, daarna uiterlijk op 1 januari 2029, en daarna om de tien jaar, op basis van een voorontwerp van het Agentschap, rekening houdend met de aanbevelingen van het Comité, stelt de Interministeriële Conferentie een langetermijnstrategie op, met een perspectief van minstens dertig jaar, en dient deze na overleg met de Interparlementaire

Commission européenne, conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1999. [...] La vision à long terme est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.

Art. 18

L'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité, est chargée de la rédaction du rapport d'avancement et de la communication des informations visées aux articles 17 à 27 du règlement (UE) 2018/1999.

Les services compétents de l'autorité fédérale, des communautés et des régions transmettent, sur simple demande, toutes les informations nécessaires à cet effet.

CHAPITRE 7

Jour du climat

Art. 19

Il est institué, pour chaque parlement, un jour du climat qui est organisé chaque année dans le courant du mois d'avril.

Art. 20

Les gouvernements transmettent à leur parlement respectif leur rapport sur l'état d'avancement des politiques visant à mettre en œuvre les objectifs établis à l'article 5 et les projets pour la période à venir. Ce rapport est accompagné de l'avis du Comité et des conseils consultatifs pertinents.

Chaque Parlement consacre une séance plénière, le jour du climat visé à l'article 18, à l'examen de ce rapport.

Art. 21

Les Parlements déterminent dans leurs règlements la manière dont le dialogue visé à l'article 4 de la présente loi est intégré au jour du climat.

28 août 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)

Klimaatcommissie in bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 15 van Verordening (EU) 2018/1999. De langetermijnvisie wordt indien nodig om de vijf jaar op dezelfde wijze geactualiseerd.

Art. 18

Het Agentschap, rekening houdend met de aanbevelingen van het Comité, is belast met de rapportering en verslaggeving bedoeld in de artikelen 17 tot 27 van Verordening (EU) 2018/1999.

De bevoegde diensten van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten stellen daartoe op eenvoudig verzoek al de vereiste gegevens ter beschikking.

HOOFDSTUK 7

Klimaatdag

Art. 19

Elk parlement organiseert elk jaar een klimaatdag in de loop van de maand april.

Art. 20

Elke regering verstrekt aan haar parlement haar verslag over de vooruitgang van het beleid ter verwezenlijking van de in artikel 5 vastgestelde doelstellingen en haar voorstellen voor de komende periode. Dit verslag gaat vergezeld van een advies van het Comité en van de betrokken adviesraden.

Elk parlement wijdt op de klimaatdag een plenaire vergadering aan een bespreking van het verslag.

Art. 21

Elk parlement bepaalt in zijn reglement de wijze waarop de brede maatschappelijke klimaatdialoog bedoeld in artikel 4 wordt geïntegreerd in de klimaatdag.

28 augustus 2019